

Introduction

Néoconservatisme religieux et genre

Florence Rochefort et Maria Eleonora Sanna*

Depuis la fin des années 1980, l'émergence des « fondamentalismes » religieux a donné lieu à de nombreux travaux académiques. Le terme recouvrait des réalités contrastées et des qualificatifs différents ont été requis selon les confessions (intégrisme pour le catholicisme, fondamentalismes pour les protestantismes et les courants islamiques ou hindouistes, ultra-orthodoxes pour les juifs). Hormis dans les contextes théocratiques comme l'Iran, il s'agissait de groupes relativement minoritaires qui, chacun au sein de leur univers religieux, prônaient une lecture littérale des textes originels et en déduisaient l'édiction de règles strictes notamment en matière de mœurs sexuelles et de conception du genre. A l'opposé des tentatives multiples, et croissantes depuis les années 1970, pour adapter les mondes religieux au principe de l'égalité des sexes et aux aspirations d'une libération des femmes

* Florence Rochefort, chercheuse au CNRS (Centre nationale de Recherche Scientifique) est historienne des féministes et mène ses recherches en études de genre religions, laïcités et sécularisation au sein du Groupe Sociétés Religions Laïcités (GSRL EPHE/CNRS). Elle co-dirige la revue *CLIO Femmes, Genre, Histoire* (en version anglaise *CLIO Women, Gender, History* sur Cairn international) et préside l'Institut Emilie du Châtelet pour le développement des études de genre. Elle a publié récemment *Qu'est-ce que le genre ?* en codirection avec Laurie Laufer (Payot, 2014) à paraître en espagnol edition Icaria Editorial. E-mail: rochefort.florence@gmail.com

Maria Eleonora Sanna est philosophe et politologue. Ses recherches portent sur genre, sexualités et religions ; genre et colonialité du pouvoir ; les politiques publiques d'égalité des sexes en Europe. Parmi ses publications les plus récentes : « Le choix rationnel de la morale sexuelle catholique, ou les liaisons entre église et néolibéralisme », *Raison publique*, 2016, n° 20. En 2013, dans le cadre de la dixième éditions du séminaire international *Fazendo Gênero* qui a eu lieu à l'Université de Florianopolis au Brésil du 16 au 20 septembre, elle a co-organisé l'atelier *Usos normativos do gênero e teoria feminista*. Florence Rochefort et Maria Eleonora Sanna ont codirigé *Normes religieuses et genre. Mutations, résistances et reconfigurations*, Armand Colin, 2013. E-mail : mes972@gmail.com

et des sexualités, ces courants fondamentalistes se positionnaient sur la défensive et s'enracinaient dans une pensée du genre inégalitaire, hétérocentrée et hiérarchisante au nom de la complémentarité supposée originelle et de la visée reproductive du mariage.

Dans les confessions chrétiennes –les seules que nous abordons dans ce numéro– ces fondamentalismes ont été pour la plupart revitalisés par l'émergence d'un courant néoconservateur, aux États-Unis en particulier. Le néoconservatisme a été analysé comme un conglomérat politique et religieux à forte orientation morale et, bien qu'en opposition sur plusieurs points, lié au néolibéralisme qui, lui, a été compris, non seulement en termes de politique économique mais, comme le souligne Wendy Brown en tant que : « modèle de pensée, de *discours* et de *gouvernance*, au travers duquel les sujets, les relations sociales et les institutions sont organisés et constitués, et au travers duquel une certaine *culture politique* est diffusée et légitimée » (BROWN, 2007, p. 40). Nombre de travaux ont exploré les effets politiques de cette émergence qui mêlent un moralisme traditionaliste avec une rationalité politique nouvelle (LOWY, 2003 ; DUGGAN, 2003 ; GAUTHIER & MARTIKAINEN, 2013) au sein du protestantisme évangélique notamment (CONNOLLY, 2005).

Nous avons souhaité, à travers la question du genre, nous interroger dans ce numéro plus spécifiquement sur le versant religieux du néoconservatisme chrétien et sa focalisation non plus seulement sur la contraception et l'avortement mais principalement contre les revendications lesbiennes, gays, transsexuelles, queers et intersexes (LGBTQI). La visibilité militante LGBTQI dans l'espace public, culturel et médiatique et la mobilisation égalitaire a en effet transformé en profondeur le rapport de la plupart des sociétés démocratiques à ce qui était désignée, depuis le XIX^e siècle, comme l'« homosexualité » et alors assimilée à un péché ou une déviance –ce qui est encore le cas dans nombre de pays. L'apport des recherches internationales en sciences humaines et sociales a aussi été important dans le domaine des études sur le genre et les sexualités y compris dans le champ des sciences sociales des religions et de la sécularisation (WILCOX, 2009 ; BRAUDE & HERZOG, 2009 ; BERNSTEIN & JAKOBSEN, 2010 ; ROCHEFORT, 2010 ; ROCHEFORT & SANNA 2013 ; LINELL & FESSENDEN, 2013 ; PORTIER & BERAUD, 2015 ; OZZANO & GIORGI, 2016). Elles ont permis d'approfondir la déconstruction de la notion d'homosexualité et les stéréotypes qui y étaient associés, tandis que, depuis les années d'épidémie du VIH, la nécessité d'une reconnaissance légale des unions des personnes de même sexe, sous forme de partenariat ou de mariage, est devenue évidente. Depuis plus d'une vingtaine de pays autorisent désormais le mariage des personnes de même sexe dans le monde, y compris en Amérique latine

(Argentine 2010, Mexico 2010). Les États-Unis l'ont reconnu au niveau fédéral en 2015. En Europe en 2016, la Grèce et l'Italie sont parmi les derniers pays à reconnaître une union civile, tandis que la France en 2013 a légalisé le mariage des personnes de même sexe¹.

Dans ce contexte, une des caractéristiques du néoconservatisme religieux de matrice chrétienne que nous souhaitons mettre en lumière est sa focalisation sur la diversité des sexualités et les unions légales des homosexuel-le-s, mais aussi sa stratégie non plus défensive mais offensive pour endiguer le changement social. Une des questions à laquelle plusieurs articles de ce numéro répondent est relative au rôle joué par les groupes néoconservateurs chrétiens sur la mise en place des dispositifs gouvernementaux qui ciblent les conduites reproductives et sexuelles des individu-e-s (les articles d'Alberta Giorgi, de Daniele Ferrari et celui de Marie Gayte notamment).

La mobilisation politique des groupes religieux catholiques et protestants en lien étroit avec les courants droitiers ou d'extrême-droite vise également à contenir les répercussions internes des mutations de genre qui s'opèrent aussi parmi les croyant-e-s et trouvent mêmes des échos théologiques (ici illustrés dans l'article de Rémy Bethmont). Pour souligner cette dimension politique et cette hybridation politico-religieuse, il nous semble plus fructueux de parler de néoconservatisme religieux que de guerres culturelles, même si cette notion a aussi été entendue ainsi (OZZANO & GIORGI, 2016). De la même façon que le terme de bioéthique euphémise les enjeux de la biopolitique (HENNETTE-VAUCHEZ, 2004), celui de guerre culturelle pourrait figer des options religieuses et théologiques dans l'orthodoxie qu'elles prétendent incarner, comme le terme de culture tend, quant à lui, à être associé au culturalisme et à essentialiser les identités (ROCHEFORT, 2016). Le choix de mettre l'accent sur les enjeux politiques n'a pas pour objectif d'enfermer le religieux dans ce cadre d'analyse, mais au contraire de montrer la spécificité des courants engagés pour ce qu'ils désignent souvent comme un post-sécularisme (STAVO-DEBAUGE & ROCCA I ESCOLA, 2015). Loin de nous l'idée d'adhérer à un manichéisme qui opposerait sécularisme et religions comme deux entités distinctes et opposées. La sécularisation comme processus de longue durée comprend un volet de sécularisation interne, c'est à dire l'adoption au sein des univers religieux de problématiques venants du monde séculier comme l'égalité des sexes. D'un point de vue historique, il

¹ Pays-Bas 2001, Belgique 2003, Espagne 2005, Suède, Norvège 2009, Portugal, Islande 2010, Danemark 2012, Grande-Bretagne 2013, Finlande 2014, Luxembourg, Irlande 2015 (rejeté en Slovaquie par référendum en 2015). Ne reconnaissent aucune union civile : Lettonie, Lituanie, Roumanie, Bulgarie, Pologne <http://www.touteurope.eu/actualite/le-mariage-homosexuel-en-europe.html>

s'agit moins d'un retour des forces religieuses dans le débat public sur les mœurs –très présentes dans les croisades morales du XIX^e siècle et début du XX^e siècle–, que d'un tournant dans les argumentaires qui se fondent maintenant sur la défense de la liberté religieuse, ce que souligne ici Marie Gayte à propos des États-Unis, et les tentations d'hégémonie éthique sur le monde contemporain en lien avec un projet de société autoritaire, analysées ici à travers l'exemple français des mobilisations contre le mariage de même sexe. Ces néoconservatismes religieux prospèrent sur les déstabilisations de la citoyenneté (les États étant en perte de capacité d'agir face au capitalisme financier globalisé et à la doxa néolibérale), celles des identités nationales face à la mondialisation et aux défis migratoires, écologiques et postcoloniaux, et aussi celles des identités sexuées supposées naturelles face aux défis des analyses féministes en termes de genre qui soulignent leur historicité et leur construction sociale. Leur argumentaires et modes d'action tranchent par leur modernité et leur habillage démocratique néolibéral (SANNA, 2013). Le discours catholique conservateur sur la procréation, la famille, le contrôle des naissances et la sexualité conjugale, emprunte ainsi désormais au discours néolibéral la rhétorique de la responsabilité individuelle et du choix rationnel (ADAM, 2005 ; PALTRINIERI & SANNA 2009 ; SANNA, 2016) et il la redéploie pour réaffirmer, face aux demandes et revendications féministes et LGBTQI (FASSIN, 2010 ; BERAUD, 2011), les valeurs et les principes d'une morale sexuelle intransigeante, fondée sur l'anthropologie biblique de la différence des sexes.

La force de l'opposition, à forte armature catholique, au mariage de même sexe et à une supposée « théorie du genre » en France et en Europe a interpellé le monde de la recherche (AGRIKOLIANSKY & COLLOVALD, 2014 ; GARBAGNOLI, 2014 ; ALESSANDRIN & ESTEVE-BELLEBEAU, 2014 ; BERENI & TRACHMAN, 2014 ; ROCHEFORT, 2014 ; *SEXTANT*, 2015 ; PATERNOTTE, 2016) et n'est pas indifférent à notre choix de dossier. Nous avons cherché à questionner les fondements théoriques et les modes d'action de ces oppositions néoconservatrices mais aussi leur efficacité pour entraver ou freiner les processus législatifs, en France, en Italie et aux États-Unis. De plus, les études récentes sur la riposte néoconservatrice chrétienne aux revendications LGBTQI et aux recherches féministes sur le genre ont mis en lumière la circulation transnationale des formes argumentatives, des répertoires d'action et des compétences militantes de cette contre-attaque. Nous avons choisi de mettre l'accent sur cette caractéristique du néoconservatisme religieux, car ces transferts internationaux contribuent à engendrer, au niveau local, des alliances jusque là inédites.

L'article d'Alberta Giorgi rappelle combien l'éthos catholique vis à vis du genre s'enracine dans une approche biopolitique de la reproduction. A partir des exemples de controverses autour des lois concernant l'assistance médicale à la procréation (AMP, appelé aussi PMA dans le débat, Procréation médicalement assistée) et de la recherche sur les cellules souches embryonnaires (ESCR), Alberta Giorgi analyse un discours catholique qui se revendique d'un certain courant féministe essentialiste pour mieux asseoir sa défense des droits de l'embryon et des non-nés, non sans un certain succès pour faire échouer le processus législatif. Le discours des autorités vaticanes (sous les pontificats de Jean-Paul II et Benoit XVI d'abord, et ensuite sous le Pape François avec la récente exhortation apostolique *Amoris laetitia*, sur l'amour dans la famille), sur les droits des femmes à la « santé reproductive » et sur la maternité au cœur de « la nouvelle révolution féminine », rencontre un franc succès auprès d'une large partie des féministes essentialistes ainsi qu'auprès des partis de centre-gauche et, en Italie par exemple, il ne cesse pas d'infléchir les termes du débat public et parlementaire sur la régulation des couples de même sexe.

En Italie, où 80% de la population se déclare elle-même catholique pour 19% se déclarant sans appartenance contre 45% se déclarant catholique et 49% sans religion en France (European values study in 2008-2009 cité par DOBBELAERE & PEREZ AGOTE, 2015, p. 9), la référence au droit canon intervient directement dans le débat public et législatif. Daniele Ferrari, juriste, évoque la longue histoire des interdits catholiques concernant les relations sexuelles entre personnes de même sexe (contre la sodomie en particulier), et il souligne ainsi l'opposition frontale désormais entre droit religieux et droit séculier sur la question du mariage des personnes de même sexe. Il s'interroge alors sur l'application du dispositif juridique de la clause de conscience au cas du mariage gay et lesbien, telle qu'elle a été revendiquée par certains maires en France, mais finalement déclarée non recevable constitutionnellement. L'analyse de la question de l'objection de conscience appliquée au mariage des personnes de même sexe au nom du respect de la liberté d'expression religieuse des fonctionnaires, permet de questionner l'influence spécifique qu'entend jouer le catholicisme conservateur sur l'agencement entre norme sociale, norme religieuse et norme juridique de genre au sein de la République française, une république laïque, et elle nous amène à nous interroger, plus largement, sur les enjeux sociopolitiques de cet agencement au sein des démocraties européennes.

Sous les pontificats de Jean-Paul II et de Benoît XVI, le développement de ce que Philippe Portier nomme un catholicisme identitaire (PORTIER, 2012) n'a pas endigué le déclin des pratiques, mais il est devenu majoritaire

au sein du catholicisme européen, en nette rupture avec l'héritage de Vatican II. Contrairement à la réception relativement limitée des discours contre la contraception et contre l'IVG (y compris parmi les catholiques), le discours anti mariage gay et lesbien a une portée rassembleuse. Le succès de la mobilisation contre le « mariage pour tous » et plus encore contre l'homoparentalité en France, s'est étendue bien au delà des seuls groupements catholiques. Si la loi a néanmoins été votée en mai 2013, elle ne comprenait plus le volet d'accès à l'AMP (Assistance médicale à la procréation) pour les femmes seules ou en couple, pourtant promis lors de la campagne électorale de François Hollande en 2012. Plusieurs articles s'arrêtent sur ces événements marquants pour en comprendre certains contours.

Jocelin Tricou a mené une enquête minutieuse pour saisir ce qui se cache derrière les masques blancs des Hommes, ces jeunes hommes qui défilent torse nu contre le mariage pour tous et toutes. Contrairement à leur prétendue neutralité religieuse et politique, Josselin Tricou met en lumière leur enracinement dans un catholicisme traditionaliste aux opinions très droitières, ce qui ne les empêche pas de jouer de façon tout à fait inédite le travestissement, la performance masculine et le détournement des symboles de la gauche et des luttes émancipatrices. Ce sont alors davantage leurs modes d'action qui les rapprochent du néoconservatisme politico-religieux quand ils brouillent les limites entre les initiatives de la société civile, des partis politiques et des autorités religieuses.

Natacha Chetcuti-Osorovitz et Fabrice Teicher analysent la composante d'extrême droite de « La manif pour tous », nom du rassemblement hétérogène des opposants au projet de loi sur le mariage des personnes de même sexe en France. Les auteur-e-s insistent en particulier sur la réactivation, au sein de ce rassemblement, du lien, déjà présents au XIX^e siècle, entre antisémitisme, antiféminisme et homophobie. Il s'agit ici de diriger le projecteur sur les acteurs qui, au sein de la mobilisation, revivifient le discours complotiste et les slogans de haine propres à l'extrême droite française.

Au sein du néoconservatisme religieux chrétien, la focalisation sur les revendications LGBTQI a produit des alliances nouvelles et ce au moyen d'une argumentation qui, au lieu d'appeler directement les pouvoirs publics à restreindre la liberté reproductive ou les droits des homosexuel-le-s, met en garde tous les chrétien-ne-s contre les menaces croissantes envers leur liberté d'expression religieuse. En France, les catholiques identitaires ont réussi en partie à rallier des musulmans à leur mobilisation, notamment sur la thématique de l'éducation sexuelle à l'école primaire comme le rappellent Natacha Chetcuti-Osorovitz et Fabrice Teicher. Aux États-Unis, comme le montre Marie Gayte, les Églises catholiques, évangéliques et mormones se

sont ainsi rapprochées autour d'une redéfinition juridique de la notion de liberté religieuse qui vise à accroître l'emprise du lobbying néoconservateur sur la mise en œuvre des politiques publiques de l'administration Obama quant au mariage de même sexe et la réforme de la santé de 2010. Il ne s'agit pas de faire respecter une exception religieuse, comme cela a été souvent le cas dans la jurisprudence nord-américaine, mais de généraliser un point de vue religieux pour l'ensemble de la société en adoptant des stratégies militantes très offensives. En voulant prouver l'entrave que ces lois font peser sur leur liberté, leur objectif est de les faire annuler purement et simplement par la Cour suprême.

Toutefois, au sein des confessions chrétiennes, l'offensive néoconservatrice s'est aussi heurtée à la démarche des groupes de croyant-e-s gays et lesbiennes qui pratiquent une lecture queer de la Bible. Rémy Bethmont analyse cette démarche, à la fois politique et spirituelle, qui interpelle l'Église épiscopale américaine, une branche de la Communion anglicane qui autorise les bénédictions des couples mariés de même sexe, en lui posant la question éminemment théologique de l'inclusion des gays et lesbiennes dans le grand récit biblique de la création, de la rédemption et du renouveau. Les alternatives de théologie queer soulignent un certain épuisement des rhétoriques féministes et LGBTQI libérales ou identitaires face aux reconfigurations politico-religieuses néoconservatrices.

La question du genre et, plus précisément, la question des droits sexuels et reproductifs des personnes LGBTQI, nous a ainsi permis d'analyser l'essor et la structuration du néoconservatisme religieux chrétien. Elle nous a amené à interroger ce qui, en termes de discours, d'arguments, de modalités d'action collective, d'alliances stratégiques caractérise ce courant politico-religieux : ses positionnements offensifs dans l'espace public pour peser dans le processus législatif et le domaine des politiques publiques, au nom de la liberté religieuse ou du choix éthique et imposer ainsi une conception spécifique du rôle de la religion dans la vie démocratique comme référent majeur sur le genre ; sa volonté d'afficher une modernité argumentative et un choix des répertoires d'action qui brouillent les repères politiques. Elle nous a également conduit à identifier ce qui est réactivé en son sein d'une morale traditionnelle, autoritaire et conservatrice en matière de sexualités et de rapports de genre, et comment s'associent à lui des courants traditionnalistes de droite ou d'extrême droite. Si les démocraties libérales semblent résister, en partie, aux prétentions du néoconservatisme religieux, ces courants, minoritaires mais offensifs, pourraient contribuer à leur déstabilisation.

References

- ADAM, B. 2005. "Constructing the neoliberal sexual actor". **Culture, Health and Sexuality**, p. 333-346, 2005/7.
- AGRIKOLIANSKY, É., & COLLOVALD, A. « **Mobilisations conservatrices : comment les dominants contestent ?** ». **Politix**, n. 106(2), p. 7-29, 2014.
- ALESSANDRIN, A., & ESTEVE-BELLEBEAU, B. **Genre !** Paris : Des ailes sur un tracteur, 2014.
- BÉRAUD, C., GUGELOT F. & SAINT-MARTIN I. (dir.). **Catholicisme en tensions**. Paris: EHESS, 2012.
- BÉRAUD, C. « Quand les questions de genre travaillent le catholicisme ». **Études**, 414/2, 2011.
- BERNSTEIN, E. & JAKOBSEN, J. « Sex, Secularism and Religion in U.S. Politics ». **Third World Quarterly**, 31/6, p. 1023-1039, 2010.
- BRAUDE, A & HERZOG, H. **Gendering Religion and Politics. Untangling Modernities**. Palgrave: Macmillan, 2009.
- BROWN, W. « Le cauchemar américain : le néoconservatisme, le néolibéralisme et la dé-démocratisation des Etats-Unis ». **Raisons politiques** (n° 28), p. 67-89, 2007/4. DOI 10.3917/rai.028.0067.
- CONNOLLY, W. « The Evangelical-Capitalist Resonance Machine ». **Political Theory**, 33/6, p. 869-886, 2005.
- DARDOT, P., LAVAL, C. **La nouvelle raison du monde. Essai sur la société néolibérale**. Paris: La découverte, 2009.
- DESCOUTURES V., DIGOIS M., FASSIN É. et RAULT W. (dir.). **Mariages et homosexualités dans le monde. L'arrangement des normes familiales**. Paris: Autrement, 2008.
- DOBBELAERE K. & PEREZ-AGOTE A. (eds.). *The Intimate. Polity and the Catholic Church : Laws about Life, Death and the Family in So-called Catholic Countries*. Leuven: Leuven University Press, 2015.
- DUGGAN, Lisa. **The Twilight of Equality ? Neoliberalism, Cultural Politics, and the Attack on Democracy**. Boston: Beacon Press, 2003.
- FASSIN, E. « Les 'forets tropicales' du mariage hétérosexuel. Loi naturelle et lois de la nature dans la théologie actuelle du Vatican ». **Revue d'éthique et de théologie morale « La loi naturelle. Le retour d'un concept en miettes ?** », 261 (sous la dir. de GAZIAUX, E. & LEMOINE, L.), p. 201-222, 2010.
- GARBAGNOLI S., « 'L'ideologia del genere': Pirresistibile ascesa di un'invenzione retorica vaticana contro la denaturalizzazione dell'ordine sessuale ». **About Gender. Rivista internazionale di studi di genere**, Vol 3, N° 6, 2014 :250-263, consultabile on-line
- GAUTHIER, F. MARTIKAINEN, T. **Religion in the Neoliberal Age**. Burlington VT: Ashgate Publishing Company, 2013.
- HENNETTE-VAUCHEZ, S. **Le droit de la bioéthique**. Paris: La Découverte coll. Repères, 2004.

- LINELL E. C. & FESSENDEN T. *Religion, the Secular, and the Politics of Sexual Difference*. New York and Chichester, West Sussex : Columbia University Press, 2013.
- LOWY, M. « Catholic Ethics and the Spirit of Capitalism. The Unwritten Chapter in Max Weber's Sociology of Religions ». In H. LEHMANN, J.-M. OUEDRAOGO (dir.), **Max Weber's Religionssoziologie in interkultureller perspektive**. Gottingen, Vandenhoeck & Ruprecht, p. 229-242, 2003.
- OZZANO, L. & GIORGI, A. *European Culture Wars and the Italian Case. Which Side Are You On?* Abingdon: Routledge, 2016.
- PALTRINIERI L. et SANNA M.E. « Une pilule difficile à avaler. L'église catholique, le pouvoir médical et la politique néolibérale du sexe ». **La rose de Personne**, 4, p. 77-91, 2009.
- PATERNOTTE, D. **Revendiquer le « mariage gay »**. Belgique, France, Espagne. Bruxelles: Éditions de l'Université de Bruxelles, 2011.
- PATERNOTTE, D. « Blessing the Crowds : Catholic Mobilisations Against Gender in Europe ». In HARK S. et VILLA P.-I., **(Anti) Genderismus. Sexualität und Geschlecht als Schauplätze aktueller politischer Auseinandersetzungen**, à paraître 2016.
- PORTIER P. BÉRAUD C. **Métamorphoses catholiques**. Paris: Maison des sciences de l'homme, 2015.
- PORTIER, P. **Pluralité et unité dans le catholicisme français**. In BERAUD C., GUGELLOT F., & SAINT-MARTIN I. (éd.), **Catholicisme en tensions** Paris: Ed EHESS, 2012.
- ROCHEFORT, F. « «Mariage pour tous»: genre, religions et sécularisation», In LAUFER, L. & ROCHEFORT, F. **Qu'est ce que le genre ?** Paris: 2014.
- ROCHEFORT, F., « Troisième vague féministe, religions et sécularisations (1990-2007) », In FAURÉ C. (dir.), **Nouvelle Encyclopédie politique et historique des femmes**. Paris: Les Belles Lettres, 2010.
- ROCHEFORT, F. « Genre et « mariage pour tous » : une guerre des valeurs ? ». In BANCEL, M, BLANCHARD, P. & THOMAS, A. **Vers la guerre des identités**, Paris: La Découverte, 2016.
- ROCHEFORT, F., & SANNA, M. E. **Normes religieuses et genre : Mutations, résistances et reconfiguration**. Paris: Armand Colin, 2013.
- SANNA M.E. « Le discours catholique contemporain sur le genre : un tournant néolibéral ? ». In ROCHEFORT, F., & SANNA, M. E. **Normes religieuses et genre : Mutations, résistances et reconfiguration**. Paris: Armand Colin, 2013.
- SANNA M.E. « Le choix rationnel de la morale sexuelle catholique, ou les liaisons entre Eglise et néolibéralisme ». **Raison publique** n° 20, 2016.
- SEXTANT Revue**. « Habemus Gender Déconstruction d'une riposte religieuse » (sous la dir. de PATERNOTTE D., VAN DER DUSSEN S. PIETTE V.), 31, 2015.
- STAVO-DEBAUGE, J. & ROCCA I ESCODA, M. « Le post-sécularisme nuit-il aux femmes ... et aux homosexuel-le-s ? ». **SEXTANT Revue** « Habemus Gender Déconstruction d'une riposte religieuse » (sous la dir. de PATERNOTTE D., VAN DER DUSSEN S., PIETTE V.), 31, 2015.
- WILCOX, M. **Queer Women and Religious Individualism**. Bloomington: Indiana University Press, 2009.